

HOOFDSTUK II. — *Voorwaarden voor de toegang tot de lening*

Art. 9. Voorwaarde betreffende de woning

De woning die het voorwerp uitmaakt van de overeenkomst van preciaire bewoning is gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest, met uitzondering van de Duitstalige Gemeenschap.

Art. 10. Voorwaarden met betrekking tot de aanvrager

De aanvrager voldoet aan de volgende voorwaarden:

1° hij heeft een kredietaanvraag afgesloten of verbindt zich ertoe een kredietaanvraag af te sluiten binnen een termijn van maximum 15 kalenderdagen vanaf de datum van ondertekening van de overeenkomst van preciaire bewoning zoals bedoeld in artikel 2 ;

2° In geval van een nieuwe kredietaanvraag, verbindt hij zich ertoe de bedragen die worden teruggevorderd van de door de vorige lening gefinancierde waarborg, geheel of gedeeltelijk aan te wenden voor de vervroegde volledige of gedeeltelijke terugbetaling van de vorige lening die nog loopt.

3° hij verbindt zich ertoe het bewijs van de vestiging van de waarborg te leveren door middel van een rekeninguittreksel.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

Art. 11. Persoonsgegevens

De Maatschappij is de verantwoordelijke voor de verwerking in de zin van de AVG, voor de persoonsgegevens die noodzakelijk zijn voor de toekenning van de waarborglening preciaire bewoning.

Art. 12. Andere toepasselijke bepalingen

De volgende bepalingen zijn van toepassing op de waarborglening preciaire bewoning:

1° de artikelen 4, §§ 1 tot 3, 5, § 1, en 25 van het algemeen reglement houdende de algemene beginselen tot toekenning van kredieten door de "Société wallonne de crédit social" (Waalse maatschappij voor sociaal krediet) en de "Guichets du crédit social" (Sociaal kredietloketten), goedgekeurd door het besluit van de Waalse Regering van 16 mei 2019;

2° de artikelen 3 en 6, §§ 1 en 2 van het specifieke reglement van de kredieten toegestaan door de "Société wallonne du crédit social" (Waalse maatschappij voor sociaal krediet) en de "Guichets du crédit social" (Sociaal kredietloketten), goedgekeurd door het ministerieel besluit van 28 mei 2019.

Art. 13. Afwijkingen

In behoorlijk gemotiveerde buitengewone gevallen kan de Raad van bestuur van de "Société wallonne du crédit social" (Waalse maatschappij voor sociaal krediet) afwijken van de bepalingen van de artikelen 5, 7, 8 en 10.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van het reglement houdende invoering van een nultariefkrediet toegekend door de "Société wallonne de crédit social" (Waalse Maatschappij voor Sociaal Krediet) en betreffende de betaling van de waarborg in het kader van een overeenkomst voor preciaire bewoning.

Namen, 16 september 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen, en Stedenbeleid,

Ch. COLLIGNON

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2021/204496]

16 SEPTEMBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 2019 relatif aux dépenses éligibles dans le cadre de subventions octroyées dans le domaine de l'emploi et de la formation professionnelle

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, article 20;

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi, articles 12bis, alinéa 6, inséré par le décret du 19 mars 2009, et 13, alinéa 2, remplacé par le décret du 19 mars 2009;

Vu le décret du 25 mars 2004 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux agences de développement local, article 9, alinéa 1^{er};

Vu le décret du 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication, article 10, § 4;

Vu le décret du 15 juillet 2008 relatif aux structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi (en abrégé : S.A.A.C.E.), article 6, § 3, alinéa 1^{er};

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, article 61;

Vu le décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle, article 17, § 4, modifié par le décret du 26 mai 2016;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 2019 relatif aux dépenses éligibles dans le cadre de subventions octroyées dans le domaine de l'Emploi et de la Formation professionnelle;

Vu le rapport du 17 avril 2020 établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 28 février 2021;
 Vu l'accord du Ministre du budget, donné le 19 mars 2021;
 Vu l'avis n° 70/2021 de l'Autorité de protection des données, donné le 20 mai 2021;
 Vu l'avis du Comité de gestion du Forem, donné le 21 mai 2021;
 Vu l'avis 69.638/2/V du Conseil d'État, donné le 28 juillet 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;
 Considérant l'avis n° 1465 du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, donné le 26 avril 2021;
 Considérant l'avis de l'Union des villes et des communes de Wallonie, donné le 21 mai 2021;
 Considérant qu'il convient de garantir la sécurité juridique vu les incertitudes résultant de l'adoption de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 2019 relatif aux dépenses éligibles dans le cadre de subventions octroyées dans le domaine de l'Emploi et de la Formation professionnelle (ci-après « l'AGW du 29 avril 2019 »);
 Considérant en effet, et notamment, l'absence de champ d'application clair, les incertitudes, les difficultés d'application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 2019 et les difficultés suscitées par son entrée en vigueur en cours d'année budgétaire 2019;
 Considérant qu'est admissible la rétroactivité lorsqu'elle ne porte pas atteinte aux droits des tiers, ce qui est le cas en l'occurrence dans la mesure où les bénéficiaires des subventions devront se conformer aux obligations de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 2019 à partir du 1^{er} janvier 2020 au lieu du 1^{er} juillet 2019;
 Considérant en outre que la modification rétroactive des articles 24 et 25 ne porte pas atteinte aux dépenses admises en exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 2019 entre le 1^{er} juillet et le 31 décembre 2019 dans la mesure où il est prévu que les dépenses admises en exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 2019 entre le 1^{er} juillet et le 31 décembre 2019 sont réputées trouver leur fondement dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 2019;
 Considérant que les autres dispositions modificatives du présent arrêté ont pour objet de préciser le champ d'application et de remédier aux incertitudes et difficultés d'application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 2019 et qu'il convient que ces dispositions modificatives produisent leurs effets au 1^{er} janvier 2020 afin de disposer des mêmes règles sur l'ensemble de l'année budgétaire;
 Considérant que ces autres dispositions modificatives sont prises à l'avantage des bénéficiaires de subventions et que la rétroactivité d'un acte est notamment admissible lorsqu'elle ne fait pas grief;
 Sur la proposition de la Ministre de l'Emploi et de la Formation;
 Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Objet*

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en partie, des matières visées à l'article 127, § 1^{er}, de la Constitution, en application de l'article 138 de celle-ci.

CHAPITRE 2. — *Dispositions modificatives*

Art. 2. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 2019 relatif aux dépenses éligibles dans le cadre de subventions octroyées dans le domaine de l'Emploi et de la Formation professionnelle, l'intitulé du Titre Ier est remplacé par :

« Définitions, champ d'application et traitement des données à caractère personnel ».

Art. 3. A l'article 2 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o l'alinéa 1^{er} est complété par un 6^o rédigé comme suit :

« 6^o le jour ouvrable : le jour qui n'est ni un samedi, ni un dimanche, ni un jour férié légal. »;

2^o l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 4. Dans le même arrêté, il est inséré un article 2/1 rédigé comme suit :

« Art. 2/1. Le présent arrêté s'applique aux subventions octroyées en vertu :

1^o du décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi;

2^o du décret du 25 mars 2004 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux agences de développement local;

3^o du décret du 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication;

4^o du décret du 15 juillet 2008 relatif aux structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi;

5^o du décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le présent arrêté ne s'applique pas aux subventions prévues par ou vertu des décrets visés à l'alinéa 1^{er} lorsqu'elles prennent la forme d'une subvention octroyée en vertu du décret du 10 juin 2021 relatif à la pérennisation des emplois créés dans le cadre du dispositif des aides à la promotion de l'emploi (APE) et à la création d'emplois répondant à des besoins sociétaux prioritaires. ».

Art. 5. Dans l'article 3 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Sans préjudice des données relatives aux personnes morales, les catégories de données à caractère personnel susceptibles d'être traitées dans la mise en œuvre du présent arrêté sont :

1^o en ce qui concerne le bénéficiaire :

a) les données d'identification de l'administrateur ou de la personne responsable : nom, adresse professionnelle, numéro de téléphone professionnel;

b) les données de contact de l'administrateur ou de la personne responsable;

2^o en ce qui concerne les administrateurs :

a) données d'identification personnelles : nom, adresse privée et professionnelle, numéro de téléphone professionnel;

b) données d'identification financières : numéros d'identification et de comptes bancaires, numéros de cartes de crédit ou de débit;

- c) détails relatifs à l'assurance en responsabilité civile visée à l'article 15, 2°;
- d) activités professionnelles : type d'activité, nature des biens ou des services utilisés, relations d'affaires;
- 3° en ce qui concerne les membres du personnel du bénéficiaire :
- a) données d'identification personnelles : nom, adresse privée et professionnelle, numéro de téléphone professionnel;
- b) données d'identification financières : numéros d'identification et de comptes bancaires;
- c) revenus professionnels liés à l'activité subventionnée;
- d) détails relatifs aux assurances couvrant des risques liés à l'activité subventionnée;
- e) détails personnels : âge;
- f) curriculum académique : diplômes obtenus pertinents pour l'activité subventionnée;
- g) qualifications professionnelles : brevets, formations professionnelles et licences spéciales pertinents pour l'activité subventionnée;
- h) emploi actuel : employeur, titre et description de la fonction, grade, date de recrutement, lieu de travail, spécialisation ou type d'entreprise, modalités et conditions de travail, fonctions antérieures et expérience précédente auprès de l'employeur actuel, régime de travail;
- i) fin de l'emploi : date du départ, raison du départ, préavis donné, conditions de fin de l'emploi;
- j) carrière : emplois et employeurs précédents, périodes d'inactivité ou sans emploi;
- k) salaire : paiements et retenues, salaire, commissions, bonus, dépenses, gratifications, avantages, prêts accordés par le bénéficiaire, taxes retenues, prélèvements pour la pension, cotisation syndicale, méthodes de paiement, date de la dernière augmentation salariale;
- l) actifs du bénéficiaire détenus par le membre du personnel : voiture, outils, pièces de rechange, ouvrages de référence, autres objets détenus par l'employé;
- n) organisation du travail au niveau du bénéficiaire : responsabilités actuelles, projets traités, horaire, heures prestées;
- n) numéro de Registre national ou numéro d'identification de la sécurité sociale;
- 4° en ce qui concerne les fournisseurs, prestataires et soumissionnaires :
- a) données d'identification personnelles : nom, adresse professionnelle, numéro de téléphone professionnel;
- b) données d'identification financières : numéros d'identification et de comptes bancaires;
- 5° en ce qui concerne les stagiaires : nom, adresse privée et professionnelle, numéro de téléphone professionnel;
- 6° en ce qui concerne les volontaires :
- a) données d'identification personnelles : nom, adresse privée et professionnelle, numéro de téléphone professionnel;
- b) données d'identification financières : numéros d'identification et de comptes bancaires, numéros de cartes de crédit ou de débit;
- c) revenus professionnels;
- d) détails relatifs aux assurances;
- e) fonction actuelle : employeur, titre et description de la fonction, grade, date de recrutement, lieu de travail, spécialisation ou type d'entreprise, modalités et conditions de travail, fonctions antérieures et expérience précédente auprès de l'employeur actuel;
- f) indemnité : paiements et retenues, indemnité, dépenses, prêts, taxes retenues, prélèvements pour la pension, cotisation syndicale, méthodes de paiement;
- g) organisation du travail au niveau du bénéficiaire : responsabilités actuelles, projets, horaire, heures prestées. »;
- b) l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 6. Dans l'article 5 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- a) à l'alinéa 1^{er}, le 6° est abrogé;
- b) l'alinéa 1^{er}, 9°, est complété par ce qui suit :
- « au sens de l'article 6 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics »;
- c) un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :
- « L'alinéa 1^{er}, 1° ne s'applique pas aux personnes morales de droit public. Ces dernières identifient dans leur comptabilité, par une fonction spécifique, les recettes et les dépenses liées à la subvention. »;
- d) l'alinéa 2, devenu alinéa 3, est remplacé par quatre alinéas rédigés comme suit :
- « Tout bien financé, en tout ou en partie, par les pouvoirs publics peut faire l'objet d'une donation, d'une vente, d'un bail emphytéotique ou d'une mise à disposition, pendant la durée de son amortissement, uniquement avec l'accord préalable du ministre ou de son délégué, qui peut en définir les limites et conditions.
- Toute demande d'accord préalable visée à l'alinéa 3 est introduite au minimum trente jours ouvrables avant l'éventuel donation, vente, bail emphytéotique ou mise à disposition. Sans décision du ministre ou de son délégué dans les trente jours ouvrables, l'accord est réputé donné.
- Par dérogation à l'alinéa 3, l'accord préalable est réputé acquis :
- 1° pour tout bien non entièrement amorti dont la valeur d'acquisition n'excède pas 5.000 euros et qui n'est plus nécessaire aux activités pour lesquelles il a été subventionné;
- 2° pour tout bien non entièrement amorti dont la valeur d'acquisition n'excède pas 5.000 euros et qui est partiellement mis à disposition d'un autre bénéficiaire.
- L'éventuelle contrepartie payée dans les cas visés aux alinéas 3 et 5 est rapportée en tant que récupération au sens de l'article 7, 3°, par le bénéficiaire du financement initial. ».

Art. 7. A l'article 6 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« En cas de non-respect d'une ou de plusieurs des dispositions prévues par les articles 5, 8, 12, 16, 20, 21, le ministre ou son délégué peut exiger le remboursement de tout ou partie de la subvention concernée. »;

2° l'article 6 est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 4, en cas de non-respect d'une ou de plusieurs des dispositions prévues par l'article 5, alinéa 1^{er}, 5°, 9°, 10°, le ministre ou son délégué exige le remboursement de tout ou partie de la subvention concernée.

En cas de non-respect d'une ou de plusieurs des dispositions prévues par les articles 7, 9, alinéa 1^{er}, le ministre ou son délégué exige le remboursement de tout ou partie de la subvention concernée. ».

Art. 8. A l'article 8 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « l'Administration » sont remplacés par les mots « le ministre ou son délégué »;

2° à l'alinéa 3, les mots « de l'Administration » sont remplacés par les mots « du ministre ou de son délégué »;

3° l'alinéa 3 est complété par la phrase qui suit :

« Est considérée comme dépense exceptionnelle toute dépense qui n'est pas visée au titre 3 pour autant qu'elle respecte les dispositions prévues à l'article 5 et sans préjudice des articles 6, 7, 9 et 10. »;

4° à l'alinéa 4, les mots « au minimum un mois » sont remplacés par les mots « au minimum trente jours ouvrables », les mots « dans les trente jours » sont remplacés par les mots « dans les trente jours ouvrables » et les mots « de l'Administration » sont remplacés par les mots « du ministre ou de son délégué ».

Art. 9. A l'article 9 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 4 est remplacé par la phrase qui suit :

« L'Inspection vérifie la pertinence des clés d'affectation appliquées à chaque catégorie de dépense et en propose une autre au ministre ou à son délégué qu'elle estime dûment justifiée le cas échéant. »;

2° l'article est complété par trois alinéas rédigés comme suit :

« A la demande du bénéficiaire, le ministre ou son délégué approuve, par décision anticipée, les clés d'affectation proposées par le bénéficiaire.

En cas de modification, par le ministre ou son délégué, des clés d'affectation approuvées par décision anticipée, la modification s'applique uniquement pour l'exercice comptable suivant la date de notification de la décision par le ministre ou son délégué.

Par dérogation à l'alinéa 6, les clés d'affectation peuvent être rétroactivement modifiées lorsque la réalité n'est pas conforme aux éléments repris par le bénéficiaire dans le cadre de sa demande de décision anticipée relative aux clés d'affectation. ».

Art. 10. Dans l'article 10 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 6, les mots « à l'Administration » sont remplacés par les mots « au ministre ou à son délégué »;

2° à l'alinéa 7, les mots « de l'Administration » sont remplacés par les mots « du ministre ou de son délégué ».

Art. 11. L'article 11 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 11. § 1^{er}. Seuls sont éligibles :

1° la rémunération brute du membre du personnel;

2° les cotisations O.N.S.S. patronales découlant de la rémunération brute pouvant être subventionnée conformément aux alinéas 2 et 5;

3° les frais de déplacement domicile-lieu de travail prévus par une norme à portée réglementaire ou par une convention collective de travail sectorielle ou d'entreprise applicable au sein de l'entreprise;

4° la quote-part patronale des chèques-repas;

5° les avantages extra-légaux prévus par une norme à portée réglementaire ou par une convention collective de travail sectorielle ou d'entreprise applicable au sein de l'entreprise;

6° les indemnités de préavis dans la mesure où le ministre ou son délégué les a préalablement autorisées sur demande motivée du bénéficiaire;

7° les frais de secrétariat social ou de gestionnaire de paie, de médecine du travail, d'assurance-loi et les frais de gestion des chèques-repas;

8° les frais de formation du personnel;

9° les indemnités de télétravail.

Le plafond annuel de la rémunération brute du membre du personnel au sens de l'alinéa 1^{er}, 1°, correspond à la rémunération fixée selon les barèmes de la convention collective de travail concernée, barèmes appliqués dans le respect des conditions de fonction et de qualification prévues, dont le barème mensuel a été multiplié par 13,92.

L'on entend par membre du personnel toute personne liée par un contrat de travail au sens de la loi du 3 juillet 1978 sur le contrat de travail.

Le bénéficiaire informe le ministre ou son délégué de la convention collective de travail sectorielle ou d'entreprise qui lui est applicable pour déterminer les salaires. Si aucune convention collective de travail n'a été conclue, réglant les salaires, soit au sein de l'entreprise, soit de la commission paritaire ou de la sous-commission paritaire dont relève le bénéficiaire, les salaires mis à charge de la subvention sont ceux déterminés par les dispositions barémiques de la convention collective de travail de la sous-commission paritaire 329.02 Secteur socio-culturel de la Région wallonne.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 1°, est admise à charge de la subvention une majoration de vingt-cinq pour cent maximum de la rémunération brute.

Cette majoration de vingt-cinq pour cent peut être affectée à une majoration de la rémunération brute ou à tout autre avantage extra-légal, en ce compris un véhicule de fonction, non prévu par une norme à portée réglementaire ou une convention collective de travail sectorielle ou d'entreprise applicable au sein de l'entreprise.

§ 2. Est assimilé à des frais de personnel et éligibles à la subvention, le paiement visant à couvrir les prestations effectuées par un travailleur ou un stagiaire au profit du bénéficiaire dans le cadre d'un dispositif public visant l'insertion professionnelle. Sont notamment visés :

1° le dispositif organisé par l'article 60, § 7, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale;

2° le dispositif organisé par le décret du 4 avril 2019 relatif à la formation professionnelle individuelle. ».

Art. 12. Dans le même arrêté, l'intitulé du Titre III, Chapitre II, Section 1^{re}, est remplacé par ce qui suit :

« Prestations de services effectuées pour le bénéficiaire ».

Art. 13. Dans l'article 12, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « toute dépense relative à une prestation de service » sont remplacés par « toute dépense, autre que celles prévues par les articles 11 et 16, effectuée pour le bénéficiaire »;

b) au 3°, les mots « être détaillée en un nombre d'heures prestées et un coût horaire » sont remplacés par les mots « comporter un détail de la prestation ».

Art. 14. Dans le même arrêté, l'intitulé du Titre III, Chapitre II, Section 2 est remplacé par ce qui suit :

« Volontariat ».

Art. 15. L'article 14 du même arrêté est abrogé.

Art. 16. L'article 16 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 16. § 1^{er}. Sont éligibles, à leur coût réel, les frais suivants :

1° les frais de location d'immeubles;

2° dans le cas où le bénéficiaire est propriétaire de ses locaux, les frais d'entretien des locaux, de gaz, d'électricité, d'eau et de chauffage ainsi que le précompte immobilier;

3° les frais de location et de leasing de machines, outillages et autres équipements nécessaires à la réalisation de l'action;

4° les frais d'achat de petits matériels ou équipements, notamment informatiques, en ce inclus les smartphones, dont la valeur unitaire est inférieure à 1.000 euros H.T.V.A.;

5° les frais d'assurance;

6° les frais de carburant, d'entretien et de réparation relatifs aux véhicules;

7° les taxes légalement et effectivement supportées par le bénéficiaire;

8° les frais suivants dus aux stagiaires éligibles bénéficiant de formations subventionnées :

a) les défraiements à concurrence du montant fixé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2002 relatif à l'octroi de certains avantages aux stagiaires qui reçoivent une formation professionnelle et dans la mesure où ils ne sont pas pris en charge par le Forem;

b) les frais de déplacement dans la mesure où ils ne sont pas pris en charge par le Forem;

c) les autres frais relatifs au stagiaire;

9° les achats de matériel et de matières premières;

10° les frais de vêtements de travail et leur entretien;

11° les frais de missions du personnel, à concurrence des montants prévus par la convention collective de travail sectorielle ou d'entreprise applicable au sein de l'entreprise ou, à défaut, par le Titre II du Livre IV de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

12° les frais de fournitures de bureau;

13° les frais postaux;

14° les frais d'imprimés et de publications;

15° les frais de documentation;

16° les frais de connexion internet;

17° les frais d'abonnements de téléphonie fixe et mobile;

18° les cotisations versées à toute fédération;

19° les frais relatifs au site web, aux réseaux numériques et aux publicités;

20° les frais de matériel promotionnel;

21° les frais de réception et de représentation;

22° les frais de gestion de comptes bancaires, en ce compris les frais d'ouverture de compte;

23° les frais de cantine;

24° les frais liés à la vie du personnel, notamment les mises au vert, les repas de fin d'année, les anniversaires, les décès, les retraites, à concurrence d'un montant correspondant à un pour cent maximum du montant de la subvention;

25° les frais de déménagement;

26° les frais d'équipements de protection sanitaire individuelle et collective.

§ 2. Au sens du paragraphe 1^{er}, 1°, l'on entend par frais de location d'immeubles, les frais de location, hormis les impôts, taxes et travaux incombant au bailleur en vertu de l'annexe 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juin 2018 fixant les modèles-type de baux, d'état des lieux d'entrée, de pacte de colocation ainsi que la liste non limitative des réparations locatives en exécution du décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation et ce, quelles que soient les stipulations du contrat de bail. Ces frais comprennent les frais d'entretien des locaux, de gaz, d'électricité, d'eau et de chauffage lorsqu'ils incombent au locataire.

Les loyers et les charges locatives sont en adéquation avec les prix en vigueur sur le marché eu égard à la situation géographique et à la superficie des biens loués. Seule la partie du loyer correspondant au prix du marché est éligible.

Les loyers ou charges locatives faisant l'objet d'une refacturation de frais internes ou externes sont réputés inéligibles, sauf accord du ministre ou de son délégué.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, 21^o, les frais de réception et de représentation d'un montant supérieur à 10.000 euros par événement sont éligibles moyennant l'accord préalable du ministre ou de son délégué. ».

Art. 17. L'article 17 du même arrêté est abrogé.

Art. 18. Dans l'article 19 du même arrêté, les mots « de l'Administration et aux conditions qu'elle fixe à cette occasion » sont remplacés par les mots « du ministre ou de son délégué et aux conditions qu'il fixe à cette occasion ».

Art. 19. A l'article 22 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots « visé à l'article 20 » sont abrogés;

2^o les mots « de l'Administration » sont remplacés par les mots « du ministre ou de son délégué ».

Art. 20. L'article 23 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 23. Le bénéfice de l'exercice, dans la mesure où il provient d'activités qui ont été directement subventionnées, est déduit de la subvention.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le bénéfice de l'exercice, dans la mesure où il provient d'activités qui ont été directement subventionnées, n'est pas déduit de la subvention à concurrence du montant du bénéfice de l'exercice qui a été affecté :

1^o à la résorption des pertes reportées;

2^o à une réserve pour passif social;

3^o à une réserve pour investissements futurs;

4^o au bénéfice reporté.

Dans le cas visé à l'alinéa 2, 4^o, le montant maximum qui peut être affecté au bénéfice reporté s'élève à 10 % du bénéfice de l'exercice dans la mesure où il provient d'activités qui ont été directement subventionnées. Le bénéfice reporté ainsi constitué doit servir à la résorption d'éventuelles pertes futures.

Pour l'application de l'alinéa 2, le bénéfice de l'exercice est ventilé par activité.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque le bénéfice qui provient d'activités qui ont été directement subventionnées est supérieur au bénéfice de l'exercice, le montant qui est déduit de la subvention correspond au bénéfice de l'exercice.

Pour l'application des alinéas 1 à 4, l'on entend par :

1^o les activités : les activités qui découlent et ne découlent pas de l'octroi de la subvention;

2^o les activités qui ont été directement subventionnées : les activités qui découlent directement de l'octroi de la subvention;

3^o le bénéfice de l'exercice : le montant positif indiqué soit au code 9904 du modèle abrégé ou complet de comptes annuels pour associations, intitulé « Résultat positif (négatif) de l'exercice », soit au code 13033 du compte général, intitulé « boni de l'exercice en cours »;

4^o le passif social : les frais de licenciement et d'outplacement.

L'alinéa 2 ne s'applique pas à la partie du bénéfice de l'exercice qui provient de l'aliénation d'une immobilisation dont une partie de la valeur a été imputée via des amortissements sur une ou plusieurs subventions.

Les investissements futurs dont il est fait mention à l'alinéa 2, 3^o, sont uniquement éligibles à la subvention déduction faite du montant mis en réserve. ».

Art. 21. A l'article 24 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans l'alinéa 1^{er}, les mots « 1^{er} juillet 2019 » sont remplacés par les mots « 1^{er} janvier 2020 »;

2^o l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 22. A l'article 25 du même arrêté, les mots « 1^{er} juillet 2019 » sont remplacés par les mots « 1^{er} janvier 2020 ».

CHAPITRE 3. — *Dispositions transitoires*

Art. 23. Les dépenses admises en exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 2019 entre le 1^{er} juillet et le 31 décembre 2019 sont réputées trouver leur fondement dans cet arrêté.

Art. 24. Lorsque les dispositions du présent arrêté sont favorables aux bénéficiaires des subventions visées à l'article 2/1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 2019, elles s'appliquent aux dépenses encourues entre le 1^{er} juillet et le 31 décembre 2019.

CHAPITRE 4. — *Dispositions finales*

Art. 25. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2020.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les articles 21, 1^o, et 22 produisent leurs effets le 1^{er} juillet 2019 et les articles 14 et 15 produisent leurs effets au 1^{er} janvier 2021.

Art. 26. Le Ministre qui a l'emploi et la formation dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 16 septembre 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale,
de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2021/204496]

16 SEPTEMBER 2021. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 29 april 2019 betreffende de in aanmerking komende uitgaven in het kader van subsidies toegekend op het gebied van tewerkstelling en beroepsopleiding

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, inzonderheid op artikel 20;

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling, inzonderheid op artikel 12bis, lid 6, ingevoegd bij het decreet van 19 maart 2009, en op artikel 13, lid 2, vervangen bij het decreet van 19 maart 2009;

Gelet op het decreet van 25 maart 2004 betreffende de erkenning van en de toekenning van subsidies aan de plaatselijke ontwikkelingsagentschappen, inzonderheid op artikel 9, lid 1;

Gelet op het decreet van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën, inzonderheid op artikel 10, § 4;

Gelet op het decreet van 15 juli 2008 betreffende de "structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi" (begeleidingsstructuren voor zelftewerkstelling) (afgekort "S.A.A.C.E"), inzonderheid op artikel 6, § 3, eerste lid;

Gelet op het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuurseenheden, inzonderheid op artikel 61;

Gelet op het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling, artikel 17, § 4, gewijzigd bij het decreet van 26 mei 2016;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 april 2019 betreffende de in aanmerking komende uitgaven in het kader van subsidies toegekend op het gebied van tewerkstelling en beroepsopleiding;

Gelet op het rapport van 17 april 2020, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2^o, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen, voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 28 februari 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 19 maart 2021;

Gelet op het advies nr. 70/2021 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 20 mei 2021;

Gelet op het advies van het beheerscomité van Forem, gegeven op 21 mei 2021;

Gelet op het advies nr. 69.638/2/V van de Raad van State, gegeven op 28 juli 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies nr. 1465 van de "Conseil économique et social de Wallonie" (Sociaal-economische raad van Wallonië), gegeven op 26 april 2021;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 21 mei 2021;

Overwegende dat het noodzakelijk is de rechtszekerheid te waarborgen, gelet op de onzekerheden die voortvloeien uit de aanneming van het besluit van de Waalse Regering van 29 april 2019 betreffende de in aanmerking komende uitgaven in het kader van subsidies toegekend op het gebied van tewerkstelling en beroepsopleiding (hierna "het besluit van de Waalse Regering van 29 april 2019");

Gelet op met name het ontbreken van een duidelijk toepassingsgebied, de onzekerheden, de moeilijkheden bij de toepassing van het besluit van de Waalse Regering van 29 april 2019 en de moeilijkheden die worden veroorzaakt door de inwerkingtreding ervan in de loop van het begrotingsjaar 2019;

Overwegende dat de terugwerkende kracht toelaatbaar is wanneer zij geen afbreuk doet aan de rechten van derden, wat hier het geval is voor zover de begunstigden van de subsidies de verplichtingen van het besluit van de Waalse Regering van 29 april 2019 zullen moeten naleven vanaf 1 januari 2020 in plaats van 1 juli 2019;

Overwegende voorts dat de wijziging met terugwerkende kracht van de artikelen 24 en 25 geen gevolgen heeft voor de uitgaven die tussen 1 juli en 31 december 2019 ter uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 29 april 2019 zijn toegelaten, voor zover is bepaald dat de uitgaven die tussen 1 juli en 31 december 2019 ter uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 29 april 2019 zijn toegelaten, geacht worden te zijn gebaseerd op het besluit van de Waalse Regering van 29 april 2019;

Overwegende dat de andere wijzigingsbepalingen van dit besluit bedoeld zijn om het toepassingsgebied te verduidelijken en de onzekerheden en toepassingsmoeilijkheden van het besluit van de Waalse Regering van 29 april 2019 weg te werken en dat het passend is dat deze wijzigingsbepalingen op 1 januari 2020 in werking treden, zodat voor het hele begrotingsjaar dezelfde regels gelden;

Overwegende dat deze andere wijzigingsbepalingen in het voordeel zijn van de begunstigden van subsidies en dat de terugwerkende kracht van een handeling toelaatbaar is wanneer ze niet bezwarend is;

Op de voordracht van de Minister van Werk en Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Doel*

Artikel 1. Dit besluit regelt gedeeltelijk aangelegenheden bedoeld in artikel 127, § 1, van de Grondwet, overeenkomstig artikel 138 ervan.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingsbepalingen*

Art. 2. In het besluit van de Waalse Regering van 29 april 2019 betreffende de in aanmerking komende uitgaven in het kader van subsidies toegekend op het gebied van tewerkstelling en beroepsopleiding wordt het opschrift van Titel I vervangen als volgt:

"Begripsomschrijvingen, toepassingsgebied en verwerking van persoonsgegevens".

Art. 3. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° lid 1 wordt aangevuld met een punt 6°, luidend als volgt:

“6° werkdag: de dag die geen zaterdag, zondag of wettelijk feestdag is. ”;

2° het tweede lid wordt opgeheven.

Art. 4. In hetzelfde besluit wordt een artikel 2/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 2/1. Dit besluit is van toepassing op de subsidies toegekend krachtens:

1° het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling;

2° het decreet van 2 maart 25 betreffende de erkenning van en de toekenning van subsidies aan de plaatselijke ontwikkelingsagenschappen;

3° het decreet van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën;

4° het decreet van 15 juli 2008 betreffende de begeleidingsstructuren voor zelftewerkingstelling;

5° het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling.

In afwijking van het eerste lid is dit besluit niet van toepassing op de subsidies waarin is voorzien bij of krachtens de in het eerste lid bedoelde decreten, wanneer zij de vorm aannemen van een subsidie die wordt toegekend op grond van het decreet van 10 juni 2021 betreffende het standvastig maken van de in het kader van de regeling voor de steun ter bevordering van de tewerkingstelling (Franse afkorting “APE”) gecreëerde jobs en de creatie van jobs die beantwoorden aan prioritaire maatschappelijke behoeften. ”.

Art. 5. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het tweede lid wordt vervangen als volgt:

“Onverminderd de gegevens betreffende rechtspersonen, zijn de categorieën persoonsgegevens die bij de uitvoering van dit besluit kunnen worden verwerkt:

1° wat de begunstigde betreft :

a) identificatiegegevens van de beheerder of de verantwoordelijke: naam, zakenadres, zakelijk telefoonnummer;

b) contactgegevens van de beheerder of de verantwoordelijke persoon;

2° wat de bestuurders betreft:

a) persoonlijke identificatiegegevens: naam, privé- en zakelijk adres, zakelijk telefoonnummer;

b) financiële identificatiegegevens: bankrekening- en identificatienummers, krediet- of debetkaartnummers;

c) gegevens over de aansprakelijkheidsverzekering als bedoeld in artikel 15, 2°;

d) beroepswerkzaamheden: type activiteit, aard van de gebruikte goederen of diensten, zakelijke betrekkingen;

3° wat de personeelsleden van de begunstigde betreft:

a) persoonlijke identificatiegegevens: naam, privé- en zakelijk adres, zakelijk telefoonnummer;

b) financiële identificatiegegevens: identificatiegegevens en bankrekeningnummers;

c) beroepsinkomsten in verband met de gesubsidieerde activiteit;

d) verzekeringsgegevens die de risico's in verband met de ondersteunde activiteit dekken;

e) de persoonlijke gegevens: leeftijd;

f) academisch curriculum: behaalde diploma's die relevant zijn voor de ondersteunde activiteit;

g) beroepskwalificaties: certificaten, beroepsopleiding en speciale vergunningen die relevant zijn voor de ondersteunde activiteit;

h) huidige tewerkingstelling: werkgever, titel en omschrijving van de functie, rang, datum van aanwerving, tewerkingstellingsplaats, specialisatie of type onderneming, arbeidsvoorwaarden en -omstandigheden, vroegere taken en ervaring bij de huidige werkgever, arbeidsregeling;

i) einde van de tewerkingstelling: datum van vertrek, reden voor vertrek, opzeggingstermijn, voorwaarden voor beëindiging van de tewerkingstelling;

j) loopbaan: vorige banen en werkgevers, perioden van inactiviteit of werkloosheid;

k) loon: betalingen en inhoudingen, loon, commissies, bonussen, onkosten, gratificaties, uitkeringen, door de begunstigde verstrekte leningen, ingehouden belastingen, pensioeninhoudingen, syndicale bijdrage, wijzen van betaling, datum van laatste salarisverhoging;

l) bezittingen van de begunstigde in het bezit van het personeelslid: auto, gereedschap, reserveonderdelen, naslagwerken, andere voorwerpen in het bezit van het personeelslid;

n) de organisatie van het werk op het niveau van de begunstigde: huidige verantwoordelijkheden, behandelde projecten, tijdschema, gewerkte uren;

n) Rijksregisternummer of identificatienummer van de sociale zekerheid;

4° wat betreft de leveranciers, dienstverleners en aannemers:

a) persoonlijke identificatiegegevens: naam, zakelijk adres, zakelijk telefoonnummer;

b) financiële identificatiegegevens: identificatiegegevens en bankrekeningnummers;

5° wat de stagiairs betreft: naam, privé- en zakelijk adres, zakelijk telefoonnummer;

6° wat de vrijwilligers betreft:

a) persoonlijke identificatiegegevens: naam, privé- en zakelijk adres, zakelijk telefoonnummer;

b) financiële identificatiegegevens: bankrekening- en identificatienummers, krediet- of debetkaartnummers;

c) beroepsinkomsten;

d) verzekeringsgegevens;

h) huidige functie: werkgever, functietitel en -omschrijving, rang, datum van aanwerving, plaats van tewerkstelling, specialisatie of type onderneming, arbeidsvoorwaarden en -omstandigheden, vroegere taken en ervaring bij de huidige werkgever;

f) toelage: betalingen en inhoudingen, toelagen, uitgaven, leningen, ingehouden belastingen, pensioeninhoudingen, vakbondscontributies, wijze van betaling;

g) de organisatie van het werk op het niveau van de begunstigde: huidige verantwoordelijkheden, behandelde projecten, tijdschema, gewerkte uren. ”;

b) lid 3 wordt opgeheven.

Art. 6. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid wordt punt 6° opgeheven;

b) het eerste lid, 9°, wordt aangevuld als volgt:

”in de zin van artikel 6 van de wet inzake overheidsopdrachten van 17 juni 2016”;

c) er wordt tussen het eerste en het tweede derde lid een lid ingevoegd, luidend als volgt:

”Het eerste lid is niet van toepassing op publiekrechtelijke rechtspersonen. Laatstgenoemden geven in hun boekhouding per specifieke functie de ontvangsten en uitgaven in verband met de subsidie aan.”;

d) het tweede lid, dat het derde lid is geworden, wordt vervangen door vier leden, luidend als volgt:

”Een goed dat geheel of gedeeltelijk door de overheid wordt gefinancierd, kan tijdens de duur van zijn afschrijving, het voorwerp uitmaken van een gift, een verkoop, een pachtovereenkomst of een terbeschikkingstelling na voorafgaande toestemming van de Minister, die daar de grenzen en voorwaarden voor vast kan stellen.

Elk verzoek om voorafgaande toestemming als bedoeld in lid 3 moet ten minste dertig werkdagen vóór de eventuele gift, verkoop, pachtovereenkomst of terbeschikkingstelling worden ingediend. Indien de Minister of zijn afgevaardigde niet binnen 30 werkdagen een besluit neemt, wordt de toestemming geacht te zijn gegeven.

In afwijking van lid 3 wordt de voorafgaande toestemming geacht te zijn gegeven:

1° voor elk goed dat niet volledig is afgeschreven, waarvan de aanschaffingswaarde niet meer bedraagt dan 5.000 euro en dat niet meer nodig is voor de activiteiten waarvoor het werd gesubsidieerd;

2° voor elk niet volledig afgeschreven goed waarvan de aanschaffingswaarde niet meer dan 5.000 euro bedraagt en dat gedeeltelijk ter beschikking wordt gesteld van een andere begunstigde.

De eventuele tegenprestatie betaald in de gevallen bedoeld in het derde en vijfde lid wordt door de ontvanger van de oorspronkelijke financiering gemeld als een terugvordering in de zin van artikel 7, 3°.”.

Art. 7. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het vierde lid wordt vervangen als volgt:

”Bij niet-inachtneming van één of meerdere bepalingen bedoeld in de artikelen 5, 8, 12, 16, 20, 21, eist de Minister of zijn afgevaardigde de gehele of gedeeltelijke terugbetaling van de betrokken subsidie. ”;

2° artikel 6 wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt:

”In afwijking van het vierde lid eist de Minister of zijn afgevaardigde bij niet-inachtneming van één of meerdere bepalingen bedoeld in artikel 5, eerste lid, 5°, 9°, 10°, de gehele of gedeeltelijke terugbetaling van de betrokken subsidie.

Bij niet-inachtneming van één of meerdere bepalingen bedoeld in de artikelen 7, 9, eerste lid, eist de Minister of zijn afgevaardigde de gehele of gedeeltelijke terugbetaling van de betrokken subsidie. ”.

Art. 8. In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden ”de Administratie” vervangen door de woorden ”de Minister of zijn afgevaardigde”;

2° in het derde lid worden de woorden ”de Administratie” vervangen door de woorden ”de Minister of zijn afgevaardigde”;

3° het derde lid wordt aangevuld als volgt:

”Elke uitgave die niet in titel 3 wordt genoemd, wordt als een buitengewone uitgave beschouwd, mits zij voldoet aan het bepaalde in artikel 5 en onverminderd de artikelen 6, 7, 9 en 10 ”;

4° in het vierde lid worden de woorden ”minstens één maand” vervangen door de woorden ”minstens dertig werkdagen”, de woorden ”binnen de dertig dagen” worden vervangen door de woorden ”binnen de dertig werkdagen” en de woorden ”van de Administratie” worden vervangen door de woorden ”van de Minister of zijn afgevaardigde”.

Art. 9. In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het vierde lid wordt vervangen als volgt:

”De Inspectie gaat na, of de verdeelsleutels, toegepast op elke uitgavencategorie, relevant is en stelt een andere die zij in voorkomend geval behoorlijk verantwoord acht, aan de Minister of zijn afgevaardigde voor. ”;

2° het artikel wordt aangevuld met drie leden, luidend als volgt:

”Op verzoek van de begunstigde keurt de Minister of zijn afgevaardigde bij voorafgaande beslissing de door de begunstigde voorgestelde verdeelsleutels goed.

In geval van wijziging, door de Minister of zijn afgevaardigde, van de bij voorafgaande beslissing goedgekeurde verdeelsleutels, geldt de wijziging slechts voor het boekjaar dat volgt op de datum van kennisgeving van de beslissing door de Minister of zijn afgevaardigde.

In afwijking van lid 6 kunnen de verdeelsleutels met terugwerkende kracht worden gewijzigd wanneer de realiteit niet in overeenstemming is met de elementen die de begunstigde in zijn verzoek om een voorafgaande beslissing over de verdeelsleutels heeft opgenomen.”.

Art. 10. In artikel 10 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het zesde lid worden de woorden "de Administratie" vervangen door de woorden "de Minister of zijn afgevaardigde";

2° in het zevende lid worden de woorden "van de Administratie" vervangen door de woorden "van de Minister of zijn afgevaardigde";

Art. 11. Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"Art. 11. § 1. In aanmerking komen enkel :

1° de bruto-vergoeding van het personeelslid;

2° RIZIV-werkgeversbijdragen op basis van het brutosalaris dat overeenkomstig de leden 2 en 5 voor subsidie in aanmerking komt;

3° reiskosten woon-werkverkeer als bedoeld in een wettelijke norm of in een sectorale en/of bedrijfscollectieve arbeidsovereenkomst die van toepassing binnen de onderneming;

4° de werkgeversbijdrage voor maaltijdcheques;

5° de extralegale voordelen als bedoeld in een wettelijke norm of in een collectieve en sectorale of bedrijfsarbeidsovereenkomst die van toepassing binnen de onderneming;

6° de ontslagvergoedingen in de mate waarin de Minister of zijn afgevaardigde ze vooraf toegelaten heeft op gemotiveerd verzoek van de begunstigde;

7° de kosten voor het sociaal secretariaat of de loonadministrateur, arbeidsgeneeskunde, wetsverzekeringen beheerskosten voor maaltijdcheques;

8° kosten inzake personeelsvorming.

9° telewerkvergoedingen.

Het jaarlijks maximum van de bruto-vergoeding van het personeelslid in de zin van het eerste lid, 1°, stemt overeen met de bezoldiging die wordt vastgesteld volgens de barema's van de betrokken collectieve arbeidsovereenkomst die worden toegepast met inachtneming van de vastgestelde voorwaarden inzake taak- en kwalificatievoorwaarden, en waarvan de maandelijkse barema's met 13,92 worden vermenigvuldigd.

Onder personeelslid wordt verstaan iedere persoon gebonden door een arbeidsovereenkomst in de zin van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

De begunstigde deelt de Minister of zijn afgevaardigde mee welke sectorale en/of bedrijfscollectieve arbeidsovereenkomst voor de vaststelling van het loon op hem van toepassing is. Indien er geen collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten die de lonen regelt, noch binnen de onderneming, noch binnen het paritair comité of paritair subcomité waarvan de begunstigde deel uitmaakt, zijn de lonen die ten laste van de subsidie komen die welke bepaald zijn door de schaalbepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst van het paritair subcomité 329.02 Sociaal-culturele sector van het Waalse Gewest.

In afwijking van lid 1, 1°, wordt een vermeerdering van de bruto-vergoeding met maximum vijftientig percent ten laste van de subsidie toegelaten.

Deze vermeerdering met vijftientig percent kan toegerekend worden op een vermeerdering van de bruto-vergoeding of enig ander extralegaal voordeel, met inbegrip van een bedrijfswagen, al dan niet voorzien in een wettelijke norm of in een sectorale en/of bedrijfscollectieve arbeidsovereenkomst die van toepassing binnen de onderneming.

§ 2. Betalingen ter dekking van diensten die door een werknemer of een stagiair ten behoeve van de begunstigde worden verricht in het kader van een overheidsregeling voor professionele inschakeling, worden beschouwd als personeelskosten en komen in aanmerking voor subsidie. Dit omvat:

1° de regeling georganiseerd door artikel 60, § 7, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

2° de regeling georganiseerd door het decreet van 4 april 2019 betreffende de individuele beroepsopleiding. "

Art. 12. In hetzelfde besluit wordt het opschrift van Titel III, Hoofdstuk II, Afdeling 1 vervangen als volgt:

"Dienstverleningen ten behoeve van de begunstigde".

Art. 13. In artikel 12, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden "iedere uitgave met betrekking tot een dienstverlening" worden vervangen door de woorden "alle uitgaven, andere dan die bedoeld in de artikelen 11 en 16, ten behoeve van de begunstigde";

b) in 3° worden de woorden "omstandig omschreven zijn in een aantal gepresteerde uren en een kostprijs per uur" worden vervangen door de woorden "de details van de dienstverlening omvatten".

Art. 14. In hetzelfde besluit wordt het opschrift van Titel III, Hoofdstuk II, Afdeling 2 vervangen als volgt:

"Vrijwilligerswerk".

Art. 15. Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 16. Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"Art. 16. § 1. Tegen hun werkelijke kostprijs worden volgende kosten in aanmerking genomen :

1° de huurkosten voor onroerende goederen;

2° indien de begunstigde eigenaar is van het pand, de kosten voor het onderhoud van het pand, gas, elektriciteit, water en verwarming, alsmede de onroerende voorheffing;

3° de kosten voor huur en leasing van machines, gereedschap en andere uitrustingen nodig voor de verwezenlijking van de actie;

4° de aankoopkosten voor kleine apparatuur, met name computerapparatuur, daaronder inbegrepen smartphones, waarvan de eenheidswaarde kleiner is dan 1000 euro, BTW niet meegerekend;

5° de verzekeringskosten;

6° de kosten voor brandstoffen, onderhoud en herstellingen van voertuigen;

7° de wettelijk en daadwerkelijk door de begunstigde gedragen belastingen;

8° volgende kosten door in aanmerking komende stagiairs die gesubsidieerde vormingen genieten :

a) de onkostenvergoedingen ter hoogte van het bedrag, vastgesteld bij het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2002 betreffende het toekennen van bepaalde voordelen aan de stagiairs die een beroepsopleiding krijgen, en voor zover ze niet door Forem overgenomen worden;

b) de reiskosten voor zover ze niet door Forem overgenomen worden;

c) de andere kosten m.b.t. de stagiair;

9° de aankoop van materialen en grondstoffen;

10° de kosten voor werkkledij en onderhoud ervan;

11° de kosten van dienstreizen van het personeel, ten belope van de bedragen waarin is voorzien bij de binnen de onderneming geldende sectorale of bedrijfsarbeidsovereenkomst of, bij ontstentenis daarvan, bij Titel II van Boek IV van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

12° de kosten van kantoorbenodigdheden;

13° de portokosten;

14° de druk- en publicatiekosten;

15° de documentatiekosten;

16° de kosten internetverbinding;

17° de abonnementskosten voor vaste en mobiele telefonie;

18° de bijdragen gestort aan federaties;

19° de kosten met betrekking tot de website, digitale netwerken en reclame;

20° de kosten van promotiemateriaal;

21° de ontvangst- en representatiekosten;

22° de beheerskosten van bankrekeningen, met inbegrip van de kosten voor het openen van een rekening;

23° de kantinekosten;

24° de kosten in verband met het leven van het personeel, met name vergroening, eindejaarsmaaltijden, jubilea, overlijden, pensionering, tot een bedrag dat overeenstemt met maximaal één procent van het bedrag van de toelage;

25° de verhuiskosten;

26° de kosten van individuele en collectieve uitrusting ter bescherming van de gezondheid.

§ 2. In de zin van paragraaf 1, 1°, wordt onder huurkosten voor onroerende goederen, de huurkosten verstaan, daarbij niet meegerekend de belastingen, retributies en werken ten laste van de verhuurder krachtens bijlage 7 bij het besluit van de Waalse Regering van 28 juni 2018 tot vaststelling van de standaardmodellen van huurovereenkomsten, ingaande plaatsbeschrijving, medehuurpact alsook de niet-limitatieve lijst van de huurherstellingen in uitvoering van het decreet van 15 maart 2018 betreffende de woninghuurovereenkomst, ongeacht de bewoordingen van de huurovereenkomst. Deze kosten omvatten de onderhoudskosten voor de lokalen, gas, elektriciteit, water en verwarming voor zover deze onder de verantwoordelijkheid van de huurder vallen.

De huurgelden en de huurlasten staan in verhouding tot de geldende marktprijzen, rekening houdend met de geografische ligging en de oppervlakte van de gehuurde goederen. Enkel het deel van de huur dat overeenstemt met de marktprijs komt in aanmerking.

De huurgelden of huurlasten die intern of extern geherfactureerd worden, worden geacht niet in aanmerking te komen, tenzij de Minister of zijn afgevaardigde daarmee instemt.

§ 3. In afwijking van paragraaf 1, 21°, zijn de ontvangst- en representatiekosten van meer dan 10.000 euro per evenement subsidiabel mits voorafgaand akkoord van de Minister of zijn afgevaardigde”.

Art. 17. Artikel 17 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 18. In artikel 19 van het besluit worden de woorden “van de Administratie en tegen de voorwaarden die zij bij deze gelegenheid vaststelt” vervangen door de woorden “van de Minister of zijn afgevaardigde en tegen de voorwaarden die hij bij deze gelegenheid stelt”.

Art. 19. In artikel 22 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “bedoeld in artikel 20” worden opgeheven;

2° de woorden “van de Administratie” worden vervangen door de woorden “van de Minister of zijn afgevaardigde”.

Art. 20. Artikel 23 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

“Art. 23. De winst van het jaar, voor zover die afkomstig is van rechtstreeks gesubsidieerde activiteiten, wordt in mindering gebracht op de subsidie.

In afwijking van het eerste lid wordt de winst van het jaar, voor zover die afkomstig is van rechtstreeks gesubsidieerde activiteiten, niet in mindering gebracht op de subsidie tot het bedrag van de winst over het boekjaar dat is toegerekend:

1° aan de verrekening van overgedragen verliezen;

2° aan een reserve voor sociale verplichtingen;

3° aan een reserve voor toekomstige investeringen;

4° aan de overgedragen winst.

In het geval bedoeld in lid 2, 4°, bedraagt het maximumbedrag dat aan de overgedragen winst kan worden toegevoegd 10 % van de winst van het boekjaar voor zover deze afkomstig is van activiteiten die rechtstreeks zijn gesubsidieerd. De aldus overgebrachte winst moet worden gebruikt om eventuele toekomstige verliezen te compenseren.

Voor de toepassing van lid 2 wordt de winst van het boekjaar uitgesplitst naar activiteit.

Wanneer de winst uit rechtstreeks gesubsidieerde activiteiten hoger is dan de winst over het boekjaar, wordt, in afwijking van lid 1, het bedrag van de subsidie in mindering gebracht op de winst over het boekjaar.

Voor de toepassing van de leden 1 tot 4 wordt verstaan onder:

1° activiteiten: de activiteiten die wel en die niet het gevolg zijn van de subsidie;

2° rechtstreeks gesubsidieerde activiteiten: de activiteiten die rechtstreeks voortvloeien uit de subsidie;

3° winst van het boekjaar : het positieve bedrag vermeld hetzij in code 9904 van het verkort of volledig model van de jaarrekening voor verenigingen, getiteld "Positief (negatief) resultaat van het boekjaar", hetzij in code 13033 van de algemene rekening, getiteld "overschot van het lopende boekjaar";

4° sociale verplichtingen: ontslag- en outplacementkosten.

Lid 2 is niet van toepassing op het gedeelte van de winst van het boekjaar dat voortvloeit uit de vervreemding van een vast actief waarvan een gedeelte van de waarde via afschrijvingen met één of meer subsidies is verrekend.

De toekomstige investeringen bedoeld in paragraaf 2, 3°, komen slechts in aanmerking voor de subsidie na aftrek van het gereserveerde bedrag.

Art. 21. In artikel 24 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, worden de woorden "1 juli 2019" vervangen door de woorden "1 januari 2020";

2° het tweede lid wordt opgeheven.

Art. 22. In artikel 25 van hetzelfde besluit worden de woorden "1 juli 2019" vervangen door de woorden "1 januari 2020".

HOOFDSTUK 3. — *Overgangsbepalingen*

Art. 23. De uitgaven die tussen 1 juli en 31 december 2019 zijn toegestaan ter uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 29 april 2019, worden geacht op dit besluit te zijn gebaseerd.

Art. 24. Wanneer de bepalingen van dit besluit gunstig zijn voor de begunstigden van de subsidies bedoeld in artikel 2/1 van het besluit van de Waalse Regering van 29 april 2019, zijn zij van toepassing op de uitgaven die tussen 1 juli en 31 december 2019 worden gedaan.

HOOFDSTUK 4. — *Slotbepalingen*

Art. 25. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2020.

In afwijking van lid 1, hebben de artikelen 21, 1°, en 22 uitwerking op 1 juli 2019 en hebben de artikelen 14 en 15 uitwerking op 1 januari 2021.

Art. 26. De Minister bevoegd voor Werk en Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 september 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2021/204412]

17 AOUT 2021. — Arrêté ministériel renouvelant la dérogation aux dispositions relatives à la pression statique au compteur pour les eaux distribuées par l'inasep

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

Vu l'article R.270 bis-6 du livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau;

Vu la demande de dérogation de l'INASEP datée du 2 avril 2021;

Vu l'avis favorable du Comité de contrôle de l'eau rendu en séance le 26 avril 2021;

Vu l'avis favorable de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, Département de l'Environnement et de l'Eau donné en date du 8 juillet 2021;

Considérant qu'en 2007, 1151 raccordements étaient concernés par la problématique de débit et pression insuffisante;

Considérant que la mise en conformité a débuté dès 2010 mais a été ralentie en raison du remplacement prioritaire des raccordements en plomb dont le coût a été de l'ordre de 14,5 millions d'euros;

Considérant que ce retard est également lié au fait que l'INASEP n'a pas augmenté son CVD sur une période de 5 ans (depuis 2015);

Considérant le programme de mise en conformité et le calendrier de réalisation;

Considérant qu'en 2021, 262 des 400 raccordements non-conformes (hors écart et cas isolé) restants seront mis en conformité;

Considérant que le solde, soit 138 raccordements, seront mis en conformité en deux temps, à savoir :

- 45 raccordements d'ici 2023 dans le cadre du Schéma Régional des Ressources en Eau

- 93 raccordements d'ici 2025 dont le dossier ou le cahier spécial des charges est à l'étude;

Arrête :

Article 1^{er}. Par dérogation à l'article R.270bis-6, alinéa 2, l'INASEP garantit la mise en conformité des pressions statiques inférieures à 2 bars ou supérieures à 10 bars au compteur endéans les délais ultimes fixés comme suit :

1° pour le 31 décembre 2021 en ce qui concerne les 262 raccordements visés dans sa demande de dérogation;

2° pour le 30 juin 2023 en ce qui concerne les 45 raccordements visés dans sa demande de dérogation;